

Rapport annuel

23
mars
2006

Doubl'Ô Monde 2

4^e exercice



CAISSE D'ÉPARGNE

S O M M A I R E

fiche d'identité	3
points de repère	4
rapport de gestion au 23 mars 2006	8
plan comptable	9
inventaire au 23 mars 2006	23
rapport général du commissaire aux comptes	26

*fiche d'identité***grille d'identification**

- **Classification**
Fonds à formule.
- **Durée minimale de placement recommandée**
6 ans.
- **Affectation des résultats**
Capitalisation des revenus.
- **Dominante fiscale**
FCP éligible au PEA.

orientation des placements

Doubl'Ô Monde 2 est en permanence investi au minimum à 75 % en actions européennes et titres assimilés éligibles au PEA. Son investissement en actions ou parts d'OPCVM, eux-mêmes investis en titres de caractéristiques similaires, ne peut excéder 10 % de son actif.

En sa qualité d'OPCVM indiciel éligible au PEA, la partie physique du portefeuille est investie sur les valeurs appartenant à l'indice CAC 40. Si l'évolution de sa composition l'impose, le Fonds se réserve la possibilité de recourir au ratio dérogatoire prévu par l'article 16 du décret 89-623 modifié, permettant d'investir jusqu'à 20 % de son actif en titres d'un même émetteur, lesdits titres entrant dans la composition de l'indice.

Le Fonds utilise principalement des instruments financiers à terme négociés sur des marchés de gré à gré, notamment les techniques de swaps, de cessions et d'acquisitions temporaires de titres. Dans ce cadre, le gérant met en place un contrat d'échange et des pensions livrées permettant d'assurer le versement du capital et de la performance garantis selon les modalités définies ci-après. Ces opérations ne dépasseront pas 100 % de l'actif.

caractéristiques principales

- **Valeur de la part au 23/03/2006**
160,79 €
- **Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative**
La valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion et des établissements désignés pour recevoir les souscriptions et les rachats.
Diffusion sur le serveur vocal OPCVM EN LIGNE au 0 892 680 900 (0,34 €/min) et sur le site Internet : www.caisse-epargne.fr

résultats*

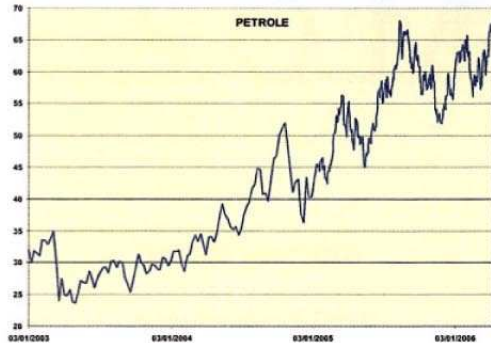
- **Performances au 23/03/2006**
sur 6 mois : - 6,95 %
sur 1 an : - 5,66 %
*les performances passées ne préjugent pas des résultats futurs.

points de repère

du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006

La réponse des marchés

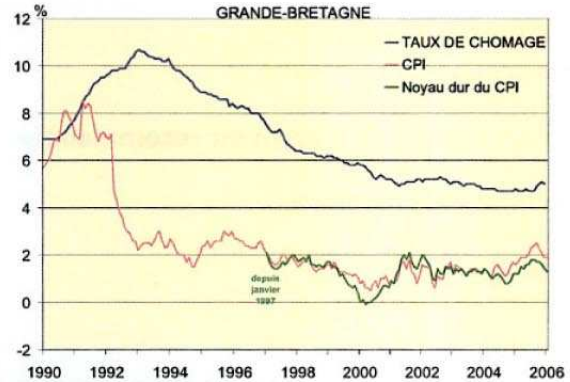
Les déficits jumeaux des États-Unis, l'immobilier et la montée du pétrole à des niveaux record n'ont pas empêché la reprise mondiale de se poursuivre. L'économie américaine a continué d'y jouer un rôle essentiel. L'Asie, mais aussi d'autres pays émergents comme le Brésil, en ont particulièrement profité. L'Europe est restée en marge pour avoir trop compté sur ses exportations. La concurrence très forte s'est confirmée comme un rempart solide contre les velléités de hausse des salaires et des prix. Les entreprises n'ont eu de cesse d'améliorer leur productivité. Elles en ont redistribué une partie sous la forme de rabais pour stimuler une consommation souvent affaiblie par la hausse très limitée du pouvoir d'achat des ménages.



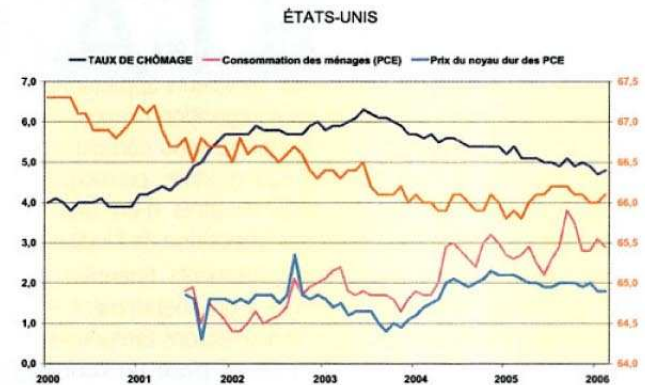
Le renforcement des demandes nationales, face à une production devenue mondiale de biens et de services, a permis une nouvelle amélioration des comptes d'exploitation. Les marchés ont ignoré les alarmes. Les bourses se sont encore avérées le placement le plus performant. L'or, à \$ 585 fin mars, est revenu sur ses plus hauts depuis vingt-cinq ans. Le dollar a confirmé son redressement en conséquence d'une croissance mieux partagée qu'en 2004. Les banques centrales, à l'exception notoire de celle du Japon, ont relevé leurs taux. Les rendements y ont été peu sensibles. Avec la reprise, ils se sont tendus rendant les obligations à taux fixes inintéressantes.

L'absence d'inflation s'est confirmée.

La peur de ce que les banques centrales sont convenues d'appeler le « second tour », à savoir celui des revendications salariales, ne s'est pas produit. La racine de ce manque de réaction est profonde. Le Royaume-Uni en offre une illustration. La baisse du chômage à des niveaux qui n'avaient plus été vus depuis quarante ans, la hausse des salaires de plus de 4 % et l'envolée des matières premières sont restés sans effet sur les indices de prix.



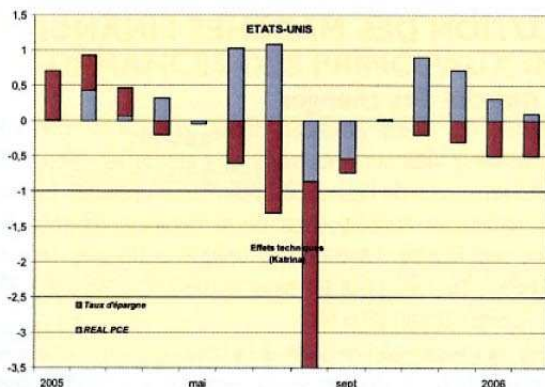
L'observation vaut pour les États-Unis. La Fed, par prudence, a préféré relever ses taux mais les raisons d'un tel choix n'apparaissent toujours pas évidentes.



La « déflation » dont le Japon a eu le plus grand mal à sortir n'a pas empêché une remontée de l'emploi et une forte hausse de la bourse de Tokyo. Les gains de productivité se sont traduits, plus qu'ailleurs, par des baisses de prix sans empêcher les sociétés d'améliorer leurs marges. La zone euro est sous l'emprise d'une mécanique identique qui lui a permis d'éviter les dérapages que craignait la BCE.

Aux États-Unis, la demande intérieure est restée forte.

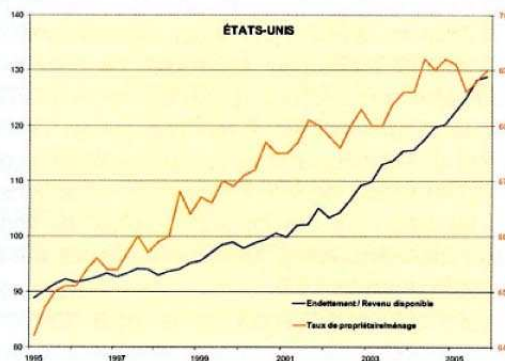
La croissance (+ 3,4 % au premier trimestre sur un an) a subi les fluctuations d'une consommation réagissant aux campagnes de promotion des entreprises. Sa poussée, en juin-juillet, a eu pour contrepartie un reflux au cours des deux mois suivants. La forte progression du PIB qui en est résultée, au troisième trimestre (+ 4,1 %), a été suivie d'un ralentissement au dernier (+ 1,7 %), Katrina n'y ayant participé que très marginalement, puis d'une nouvelle accélération dans les trois premiers mois de 2006 (+ 4,3 % €).



Le taux d'épargne des ménages tombé en zone négative n'a pas influencé leur comportement de consommateur.

Les entreprises ont poursuivi leurs efforts d'investissements essentiellement dans les biens d'équipement en hausse de plus de 10 % au deuxième et troisième trimestres avant de ralentir, temporairement, en fin d'année (+ 5 %).

2 090 000 emplois ont été créés en mars, sur un an. Le taux de chômage est retombé à 4,7 % contre 5,1 % un an plus tôt. Le renforcement continu du marché du travail a encouragé les ménages à acheter leur logement d'autant plus que le faible niveau des taux leur a donné un pouvoir d'emprunter accru.



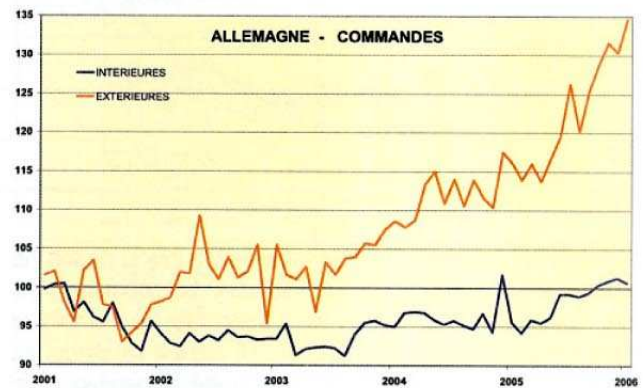
Leur endettement a progressé de conserve avec le pourcentage des ménages devenus propriétaires, mais leur situation financière est restée saine dans son ensemble.

Les entreprises manufacturières sont demeurées très prudentes dans la gestion de leur production. Les stocks ont été contenus. Leur rapport aux chiffres d'affaires (1,26 mois en février) s'est maintenu très près de son plus bas historique de janvier (1,25).

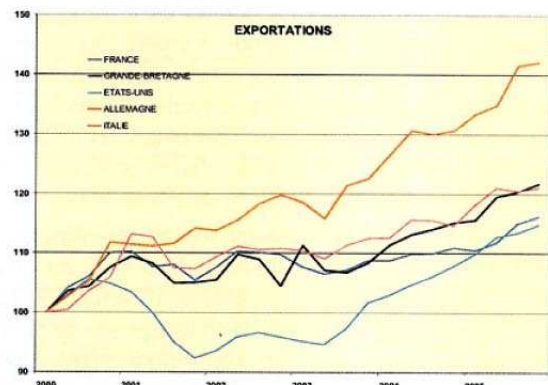
Le déficit du budget est revenu, pour l'année fiscale 2005, à 2,6 % du PIB et celui du premier semestre de l'exercice 2006 s'est avéré bien meilleur que prévu grâce aux effets de la croissance sur les recettes. Le déficit extérieur a battu des records (6,4 % du PIB fin 2005) sans rencontrer de problème de financement.

En Europe, la conjoncture s'est avérée une fois encore décevante. L'Allemagne en a été largement responsable faute d'une demande intérieure suffisamment tonique. Son PIB a crû sur une

penne voisine de 1 % au premier trimestre de cette année sur un an, après avoir, de nouveau, frôlé la récession au dernier trimestre 2005. La production, tirée par les commandes étrangères, n'a eu un effet stimulant sur la demande interne qu'au début de cette année mais ce mouvement est encore bien fragile.



L'absence de reprise liée au redressement des exportations est sans précédent. Cette situation a probablement été provoquée par la réduction des couvertures sociales à un moment où le chômage montait. Il était encore à 11,4 % en mars 2006.



Les coûts salariaux considérés comme particulièrement élevés n'ont pas empêché le pays de confirmer sa compétitivité à l'exportation. Son excédent extérieur a battu des records.

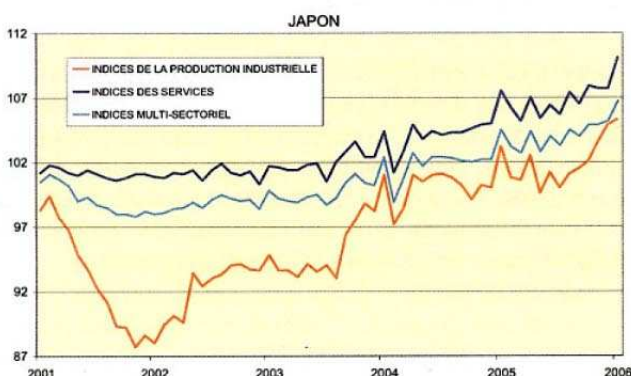
En France, la croissance (+ 1,8 %E au premier trimestre sur un an) a été tirée par une demande intérieure soutenue par des mesures de libération de l'épargne. La consommation a surtout servi à tirer les importations provoquant un agrandissement du déficit extérieur d'autant plus que la faiblesse de la demande intérieure allemande a pénalisé ses exportations. Sa production manufacturière est restée la plus faible avec celle de l'Italie.



Le déficit de ses finances publiques est revenu à 2,9 % de son PIB mais dans des conditions sociales difficiles. Le chômage s'est encore établi à 9,6 % en février. L'insécurité de l'emploi a engendré des tensions sociales dont le CPE a été le catalyseur au début du printemps. La croissance n'en a été, cependant, que marginalement affectée.

Au Royaume-Uni, le ralentissement s'est prolongé au premier trimestre de cette année. Néanmoins, la croissance est restée supérieure à celle des grandes économies de la zone euro. La consommation a montré une grande lourdeur au cours des derniers mois. Le chômage est légèrement remonté, son taux étant revenu à 5 % entre décembre et février. L'immobilier, qui s'était affaibli au cours de l'été, s'est doucement redressé début 2006. La conjoncture a conservé des forces suffisantes pour assurer une hausse de l'ordre de 2,5 % du PIB en 2006.

Au Japon, la reprise s'est affirmée au second semestre de l'an dernier au point d'atteindre un rythme de 5,4 % au dernier trimestre. Les exportations ont entraîné le redémarrage de la production puis de l'emploi. Le taux de chômage est revenu à 4,1 % en février. L'Archipel est bien placé pour profiter de la poursuite de la reprise.



ÉVOLUTION DES MARCHÉS FINANCIERS

Sur le marché des changes

La remontée du dollar amorcée début 2005 s'est confirmée pendant les neuf mois suivants avant de s'essouffler début 2006. La fermeté retrouvée de l'euro s'est affirmée au premier trimestre de cette année en conséquence de la faiblesse relative de la croissance des Douze. La monnaie unique a fluctué dans une fourchette \$ 1,18-1,22 pour terminer le mois de mars à \$ 1,2102 contre \$ 1,2997 un an plus tôt.

Le sterling, qui avait suivi le dollar à la hausse, s'est replié contre l'euro début 2006, ce dernier étant remonté à £ 0,6977 contre £ 0,6878 fin mars 2005.

Le yen a baissé en accompagnement d'une reprise japonaise qui s'est renforcée au second semestre de l'an dernier. Le dollar est ainsi passé de ¥106,96 fin mars 2005 à ¥117,99 un an plus tard. L'euro est remonté de ¥139,01 à ¥142,79 fin mars 2006.

Le yuan a été revalorisé de 2,1 % en juillet dernier sans représenter l'ampleur de l'avantage compétitif dont dispose la Chine. En cherchant à freiner la hausse de sa monnaie, le pays a accumulé facilement des réserves de changes très importantes.

Sur les marchés de taux

Les banques centrales, à l'exception notoire de la Banque du Japon, ont resserré leur politique monétaire. La Fed a relevé ses taux lors de chacune des réunions de son FOMC pour les porter à 4,75 % le 28 mars. La BCE a profité des premiers signes d'une embellie du côté de l'offre pour augmenter, par deux fois, les siens. Ils sont désormais à 2,50 % depuis le 2 février. La BOE qui avait lancé le mouvement en 2004 s'est ravisée devant le ralentissement de l'immobilier et de la consommation. Son taux d'intervention est revenu de 4,75 % à 4,50 %, en août dernier. La Banque du Japon n'a mis fin à sa politique de liquidités abondante (quantitative easing) que le 9 mars dernier. Elle a, par prudence, conservé ses taux à 0.

Les taux courts ont été influencés par les choix des banques centrales. En revanche, les taux longs, sensibles aux tensions inflationnistes et à la croissance, sont longtemps restés indifférents. Les courbes de taux ont eu tendance à s'aplatir voire à s'inverser comme cela a été le cas au Royaume-Uni. Ce n'est qu'avec l'amorce d'une reprise générale que les rendements sont brutalement remontés, en mars, pour retrouver des plus hauts depuis dix-huit mois.

Sur les marchés d'actions

Les actions ont encore été de loin le meilleur placement. Montée générale sur les bourses car, partout, les hausses de résultats ont été très importantes.

Wall Street a connu la performance la plus faible alors qu'elle est la bourse du pays qui a joué le rôle principal dans l'animation de la reprise, les sociétés américaines ayant déjà considérablement amélioré leur situation. Il en est allé différemment de la zone euro en retard d'ajustement à la mondialisation. C'est dans cette région que le plus fort potentiel de hausse des cours existe. Francfort a réalisé un beau parcours devant Madrid, Paris et Milan.

	Fiche d'identité	Points de repère	Gestion financière	Plan comptable	Inventaire	Rapport du CAC	
--	-------------------------	-------------------------	---------------------------	-----------------------	-------------------	-----------------------	--

Tokyo a été dopé par le véritable décollage de l'économie japonaise au second semestre de l'an dernier.

PERFORMANCES DES PRINCIPAUX INDICES BOURSIERS

Indices (cours d'ouverture)	31 mars 2005	31 mars 2006	Variation sur la période en %
Paris (CAC 40)	4 091,46	5 227,05	+ 27,76
New York (DOW JONES)	10 541,59	11 151,34	+ 5,78
Londres (FTSE 100)	4 900,7	6 015,20	+ 22,74
Tokyo (NIKKEI 225)	11 623,10	1 7088,76	+ 47,02
Francfort (DAX 30)	4 369,27	5 972,03	+ 36,68
Milan (MIBTEL)	26 695	29 408	+ 19,08
Madrid (GENERAL)	1 001,56	1 268,13	+ 28,41

France—Repères de l'économie	
Chômage (Ensemble) En février 2006	9,6 % (- 0,5 % sur un an)
Inflation (Ensemble CVS) En février 2006	113,46 + 1,8 % sur un an
Dépense de consommation des ménages en produits manufacturés (en mds d'euros 2000—données CJO-CVS) En février 2006	20,372 + 4,5 % sur un an
Production manufacturière (industrie hors énergie et IAA—NES cvs-cjo base 100 en 2000) En février 2006	100,0 + 0,6 % depuis un an (3 derniers mois/3 mêmes mois de l'année précédente)

rapport de gestion au 23 mars 2006

Au cours de cet exercice, la performance du Fonds est de - 5,66 %.

Les meilleures performances du Panier proviennent de Prudential (+ 31,74 %), Philips (+ 31,36 %) et BP Amoco (+ 20,69 %).

Les contre-performances viennent de Ford (- 27,93 %) et France Telecom (- 19,46 %).

La performance du Fonds est liée à celle des valeurs du Panier, mais aussi à celle des marchés obligataires de façon à atteindre l'objectif de performance.

Rappelons que l'objectif de Doubl'Ô Monde 2 est d'offrir à l'échéance (le 7 février 2008) une valeur liquidative dépendant de l'évolution d'un Panier de 12 actions mondiales selon les conditions suivantes :

- si aucune des valeurs du Panier n'a baissé de plus de 40 % aux dates de constatations trimestrielles entre la 4e et la 6e année, la valeur liquidative à l'échéance sera égale au maximum entre le doublement du capital et 100 % de l'évolution du Panier ;
- si une des valeurs du Panier a baissé de plus de 40 % aux dates de constatations trimestrielles entre la 4e et la 6e année, la valeur liquidative à l'échéance sera égale au maximum entre la valeur liquidative d'origine majorée d'un coupon variant entre 0 et 87,5 % et la valeur liquidative d'origine multipliée par un pourcentage compris entre 60 et 95 % de l'évolution du Panier.

NB : En application des dispositions de l'article 322-75 du règlement général AMF, la société de gestion élabore un document intitulé « politique de vote » qui présente les conditions dans lesquelles elle entend exercer les droits de vote attachés aux titres détenus par les OPCVM dont elle assure la gestion. Ces informations peuvent être consultées sur le site Internet : www.caisse-epargne.fr

Une procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires et contreparties prenant en compte des critères objectifs tels que le coût de l'intermédiation, la qualité de l'exécution, la recherche, ou le traitement administratif des opérations a été mise en place au sein de la société de gestion ou chez son délégataire de la gestion financière (articles 322-36 et 322-50 du règlement général de l'AMF).

En application de l'article 322-71, alinéa 4 du règlement général de l'AMF, nous vous informons que les actifs de l'OPCVM ont été, au cours de l'exercice, investis en partie dans des instruments financiers émis par la société de gestion ou par les entités du Groupe Caisse d'Epargne. Il a également été investi dans des organismes de placement collectif gérés par la société de gestion ou par d'autres entités du Groupe Caisse d'Epargne. Cette information est précisée dans les annexes (Règles et méthodes comptables).

Les comptes annuels de l'exercice sont présentés conformément

au nouveau plan comptable défini par le comité de réglementation comptable (règlement 2003-02). En conséquence, la présentation des comptes annuels de l'exercice précédent a été retraitée.

La société IXIS Administration de Fonds a fait l'objet d'un changement de dénomination sociale à compter du 1er avril 2006 et est dénommé CACEIS Fastnet.

BILAN ACTIF AU 23/03/2006 EN EUR

	23/03/2006	28/03/2005
Immobilisations nettes	0,00	0,00
Instruments financiers	882 641 059,88	865 659 567,68
Actions et valeurs assimilées	848 244 427,42	656 115 652,85
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	848 244 427,42	656 115 652,85
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres d'organismes de placements collectif	4 739 433,19	51 096 684,87
OPCVM européens coordonnés et OPCVM français à vocation générale	3 721 833,19	50 089 404,87
OPCVM à procédure allégée - FCPR - FCIMT	0,00	0,00
OPC cotés	0,00	0,00
OPC non cotés	1 017 600,00	1 007 280,00
Opérations temporaires sur titres	29 657 199,27	13 357 571,82
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	29 657 199,27	13 357 571,82
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	145 089 658,14
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	145 089 658,14
Autres instruments financiers	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00
Comptes financiers	4 003 964,69	1 149,38
Comptes à vue	4 003 964,69	1 149,38
Comptes à terme	0,00	0,00
Pensions non livrées	0,00	0,00
Total de l'actif	886 645 024,57	865 660 717,06

BILAN PASSIF AU 23/03/2006 EN EUR

	23/03/2006	28/03/2005
Capitaux propres		
Capital	772 555 365,92	862 755 183,26
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	4 142 372,29	1 158 952,80
Total des capitaux propres (= montant représentatif de l'actif net)	772 555 365,92	863 914 136,06
Instruments financiers	108 367 051,99	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	108 367 051,99	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	108 367 051,99	0,00
Dettes	1 580 234,37	1 746 581,00
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	1 580 234,37	1 746 581,00
Comptes financiers	0,00	0,00
Total du passif	886 645 024,57	865 660 717,06

HORS-BILAN AU 23/03/2006 EN EUR

	23/03/2006	28/03/2005
Opérations de couverture		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagements de gré à gré		
Swaps de garantie (1)	724 568 550,00	760 550 750,00
Autres engagements		
Autres opérations		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagements de gré à gré		
Autres engagements		

(1) Le swap structuré se compose d' une branche couvrant à l' échéance le portefeuille contre l' évolution du CAC 40 et d' une branche exposant le portefeuille au risque de marché et permettant ainsi la réalisation de l' objectif de gestion.

COMPTE DE RESULTAT AU 23/03/2006 EN EUR

	23/03/2006	28/03/2005
Produits sur opérations financières		
Produits sur actions et valeurs assimilées	16 993 000,09	13 783 103,02
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	69 918,58	144 436,03
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Produits sur comptes financiers	0,00	0,90
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	17 062 918,73	13 927 539,95
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	0,00	0,00
Autres charges financières	24 914,08	213,53
TOTAL (2)	24 914,08	213,53
RESULTAT SUR OPERATIONS FINANCIERES (1-2)	17 038 004,65	13 927 326,42
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	12 439 456,45	12 644 959,27
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (1-2+3-4)	4 596 548,20	1 282 367,15
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-456 175,91	-123 414,35
Acomptes versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RESULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + ou - 5 - 6)	4 142 372,29	1 158 952,80

RÈGLES D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Le fonds s'est conformé aux règles et méthodes comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au Nouveau plan comptable des OPCVM. défini par le CRC du 2 octobre 2003 règlement N° 2003-02.

Par souci de cohérence de l'information diffusée aux porteurs, les comptes annuels sont établis sur la base de la dernière valeur liquidative de l'exercice.

Les données relatives à l'exercice précédent ont été retraitées pour assurer la comparabilité au regard du nouveau plan comptable. Les retraitements n'ont pas d'incidence sur la valeur liquidative et l'actif net au 28-03-05.

Les comptes annuels certifiés de l'exercice précédent sont à disposition auprès de la société de gestion.

Règles d'évaluation des postes du bilan

Le portefeuille est évalué selon les modalités suivantes :

- **les actions françaises** sont évaluées sur la base du premier cours inscrit à la côte s'il s'agit de valeurs admises sur un système à règlement différé ou sur un marché au comptant.
- **les actions étrangères** sont évaluées sur la base du premier cours de leur marché principal à l'exception des marchés boursiers Nord Américain dont les valeurs sont évaluées au dernier cours de la veille ainsi que des marchés asiatiques dont les valeurs sont évaluées au dernier cours du jour, converti en euros, suivant le cours des devises BCE au jour de l'évaluation.
- **les obligations** sont évaluées sur la base d'une moyenne de cours contribués récupérés quotidiennement auprès des teneurs de marchés et converties si nécessaire en euros suivant le cours BCE de la devise au jour de l'évaluation.
- **les valeurs non cotées** sont évaluées en tenant compte des données quantitatives (notamment la valeur patrimoniale, le rendement, les transactions significatives récentes, etc.) et les données qualitatives (notamment budgétaires, financières, etc.).
- **les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation** sont évalués au dernier cours publié officiellement ou à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion.
- **les titres de créances négociables (TCN)** sont valorisés selon les règles suivantes :

TCN	DUREE DE VIE RESIDUELLE			
	< ou = 3 mois	> 3 mois et < ou = 1 an	> 1 an et < ou = 5 ans	> 5 ans
BTF	Linéarisation (1)	Moyenne des cours contribués	Sans objet	Sans objet
BTAN	Linéarisation (1)	Moyenne des cours contribués	Moyenne des cours contribués	Moyenne des cours contribués
Autres TCN	Linéarisation (1)	Courbe de taux équivalente à la nature du produit (euribor pour les produits euros)	Taux des BTAN contribués , cours bloomberg 11 H majoré d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur	Taux des OAT contribués , cours bloomberg 11 H majoré d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur

⁽¹⁾ durée du titre lors de l'acquisition :

> ou = 3 mois : linéarisation sur la durée de vie restant à courir de la différence entre la dernière valeur de marché et la valeur de remboursement.

< 3 mois : linéarisation sur la durée de vie restant à courir de la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement.

- **Les assets swaps** sont valorisés comme des produits synthétiques et par seuil au prix de marché en fonction de la durée de l'asset restant à courir et de la variation du spread de crédit de l'émetteur. Les assets swaps d'une durée inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés linéairement sauf événement exceptionnel de marché. Les assets swaps d'une durée restant à courir supérieure à 3 mois sont valorisés au prix de marché sur la base des spreads indiqués par les teneurs de marché. En l'absence de teneur de marché, les spreads sont récupérés par tout moyen auprès des contributeurs disponibles.
- **les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM)** sont valorisés à la dernière valeur liquidative connue. Les organismes de placement collectif étrangers qui valorisent dans des délais incompatibles avec l'établissement de la valeur liquidative du FCP sont évalués sur la base d'estimations fournies par les administrateurs de ces organismes sous le contrôle et la responsabilité de la société de gestion.
- **Les opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres**
 - Les titres pris en pension sont enregistrés à leur valeur contractuelle.
 - Les titres mis en pension et les prêts-emprunts de titres sont valorisés à leur valeur de marché.
 - Dans tous les cas, l'indemnité reçue ou la charge à payer est valorisée linéairement.
 - Les contrats des cessions / acquisitions temporaires sur valeurs mobilières et opérations assimilables sont valorisés au cours du contrat ajusté des appels de marge éventuels.
- **Les opérations à terme fermes et conditionnelles**
 - Les positions sur les marchés à terme fermes et conditionnels sont valorisées sur la base du premier cours.
 - Les swaps dont la durée de vie résiduelle est \leq à 3 mois sont valorisés linéairement.
 - Les swaps de performance sont évalués de façon actuarielle par application d'un modèle mathématique probabiliste reconnu et communément utilisé pour ces produits. Cette valorisation s'appuie sur des modèles externes ou développés par la société de gestion.
 - Tous les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtés par la société de gestion.
- **les dépôts**
Les dépôts sont évalués à la valeur d'inventaire.

Valeurs des engagements hors bilan

Pour les contrats à terme fermes, cette valeur est égale au cours de valorisation multiplié par le nombre et le nominal des contrats.

Pour les opérations conditionnelles, elle résulte de la traduction en équivalent sous-jacent des options.

Pour les swaps et assets swaps, elle correspond à la valeur nominale du contrat.

Méthodes de comptabilisation

La comptabilisation des intérêts sur obligations et titres de créances négociables est effectuée en revenus encaissés.

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition, frais exclus et les sorties à leur prix de cession, frais exclus.

Frais de Gestion

La notice prévoit que les frais de gestion s'élèvent au maximum 1.79 % TTC de la valeur nominale d'origine. Le taux des frais réel était de 1.66284 TTC jusqu'au 25/08/05 ensuite 1.73784 % calculés sur la valeur liquidative d'origine multipliée par le nombre de parts moyen.

Affectation du résultat

Le règlement du FCP prévoit la capitalisation des revenus.

2- EVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 23/03/2006 EN EUR

	23/03/2006	28/03/2005
Actif net en début d'exercice	863 914 136,06	809 336 367,53
Souscriptions (y compris commissions de souscriptions acquises à l'OPCVM)	9 258,12	16 344,00
Rachats (sous déduction des commissions de rachats acquises à l'OPCVM)	-38 989 788,26	-16 366 011,50
Plus values réalisées sur instruments financiers	26 901 182,45	9 864 635,53
Moins values réalisées sur instruments financiers	-5 113 607,71	-13 810 499,35
Plus values réalisées sur instruments financiers à terme (1)	18 089 705,88	17 938 944,83
Moins values réalisées sur instruments financiers à terme (1)	-18 000 406,02	-15 331 437,94
Frais de négociation	-432,00	0,00
Différences de change	0,00	0,00
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers	178 745 851,62	78 532 093,25
Différence d'estimation exercice N	212 641 462,26	33 895 610,64
Différence d'estimation exercice N-1	-33 895 610,64	44 636 482,61
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme :	-253 456 710,13	-7 548 667,44
Différence d'estimation exercice N	-108 367 051,99	145 089 658,14
Différence d'estimation exercice N-1	-145 089 658,14	-152 638 325,58
Distribution de l'exercice antérieur		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	4 596 548,20	1 282 367,15
Acomptes versés au cours de l'exercice	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
Actif net en fin d'exercice	776 697 738,21	863 914 136,06

(1) Les montants incluent les flux liés au contrat de garantie.

3- COMPLEMENTS D'INFORMATION

3.1 VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Désignation des valeurs	Montant	%
ACTIF		
Obligations et valeurs assimilées		
TOTAL Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Titres de créances		
TOTAL Titres de créances	0,00	0,00
TOTAL ACTIF	0,00	0,00
PASSIF		
Opérations de cession sur instruments financiers		
TOTAL Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
TOTAL PASSIF	0,00	0,00
HORS BILAN		
Opérations de couverture		
SWAP DE GARANTIE (1)	724 568 550,00	93,29
Autres opérations		

(1) Le swap structuré se compose d'une branche couvrant à l'échéance le portefeuille contre l'évolution du CAC 40 et d'une branche exposant le portefeuille au risque de marché et permettant ainsi la réalisation de l'objectif de gestion.

3.2 VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS BILAN (1)

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 003 964,69	0,52
Passif								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les actions et les OPCVM sont exclus de ce tableau.

3.3 VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS BILAN (1)

	< 3 mois	%	[3 mois - 1 an]	%	[1 - 3 ans]	%	[3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	4 003 964,69	0,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les actions et les OPCVM sont exclus de ce tableau.

3.4 VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS BILAN

	Devise 1	%	Devise 2	%	Devise 3	%	Devise N	%
Actif								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
Titres d'OPC								
Opérations temporaires sur titres								
Créances								
Comptes financiers								
Passif								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes								
Comptes financiers								
Hors-bilan								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

3.5 CREANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	23/03/2006
Total des créances		0,00
Dettes	Frais de gestion	1 554 854,39
Dettes	Autres dettes et créances	25 379,98
Total des dettes		1 580 234,37

3.6 CAPITAUX PROPRES

3.6.1 NOMBRE DE TITRES EMIS OU RACHETES

	En parts	En montant
Titres souscrits durant l'exercice	54	9 258,12
Titres rachetés durant l'exercice	-238 059,322	-38 989 788,26
Solde net des Souscriptions / Rachats	-238 005,322	-38 980 530,14

3.6.2 COMMISSIONS DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT

	En montant
Montant des commissions de souscription et de rachat perçues	1 591 883,74
Montant des commissions de souscription perçues	355,98
Montant des commissions de rachat perçues	1 591 527,76
Montant des commissions de souscription et de rachat rétrocédées	795 763,88
Montant des commissions de souscription rétrocédées	0,00
Montant des commissions de rachat rétrocédées	795 763,88
Montant des commissions de souscription et de rachat acquises	796 119,86
Montant des commissions de souscription acquises	355,98
Montant des commissions de rachat acquises	795 763,88

3.7 FRAIS DE GESTION

	23/03/2006
Commissions de gestion	12 439 456,45
Frais de gestion fixes	12 439 456,45
Pourcentage de frais de gestion fixes (1)	1,54
Frais de gestion variables	NEANT
Pourcentage de frais de gestion variables	

(1) Taux calculé sur l'actif net moyen

3.8 ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNES

3.8.1 GARANTIES RECUES PAR L'OPCVM :

➤ Niveau de garantie

Garantie intégrale du capital à l'échéance hors commission de souscription.

➤ Garant

La garantie est apportée par la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CNCEP).

➤ Objectif

L'objectif du Fonds est de garantir une valeur de remboursement minimum le 7 février 2008.

➤ Objet

La garantie est accordée au Fonds pour tout porteur ayant souscrit à la valeur liquidative d'origine le 7 février 2002 avant 12 heures, sous réserve de la conservation de ses parts jusqu'au rachat effectué le 7 février 2008 avant 12 heures.

L'attention des porteurs est attirée sur le fait qu'en dehors de la date de mise en jeu de la garantie, la valeur liquidative, soumise à l'évolution des marchés, peut être différente de la valeur garantie.

➤ Panier d'actions mondiales (Panier)

Dénomination	Secteur	Pays/Place de cotation	Code ISIN
BP	Pétrole	Royaume-Uni / Londres	GB0007980591
Ford	Automobile	Etats-Unis / New York	US3453708600
France Télécom	Télécommunications	France / Paris	FR0000133308
JP Morgan Chase & Co	Banque	Etats-Unis / New York	US46625H1005
Lloyds	Assurance	Royaume-Uni / Londres	GB0008706128
Nestlé	Agro alimentaire	Suisse / Virt-x	CH0012056047
NTT Docomo	Télécommunications	Japon / Tokyo	JP3165650007
Philips	Electronique	Pays-Bas / Amsterdam	NL0000009538
Prudential	Assurance	Royaume-Uni / Londres	GB0007099541
Sanofi Synthélabo	Pharmacie	France / Paris	FR0000120578
Wal Mart	Distribution	Etats-Unis / New York	US9311421039
Walt Disney	Services	Etats-Unis / New York	US2546871060

➤ Modalités

- ❑ Si, à chaque fin de trimestre aux dates de constatation, entre le 7 février 2006 et le 6 février 2008, on constate qu'**aucune action du Panier n'enregistre une baisse d'au moins 40 %** par rapport à son cours le 7 février 2002, le porteur ayant souscrit le 7 février 2002 avant 12 heures percevra le 7 février 2008, au titre de la garantie, le meilleur remboursement entre :
 - 200 % de son investissement initial, hors commission de souscription, soit un rendement annuel de 12,25 % ou ;
 - 100 % de son investissement initial, hors commission de souscription, multiplié par l'évolution du Panier calculée à l'échéance.

- ❑ Si, à l'une des dates de constatation de chaque fin de trimestre, entre le 7 février 2006 et le 6 février 2008, on constate qu'**une action du Panier enregistre une baisse d'au moins 40 %** par rapport à son cours le 7 février 2002, le porteur ayant souscrit le 7 février 2002 avant 12 heures percevra le 7 février 2008, au titre de la garantie, le meilleur remboursement entre :
 - 100 % de son investissement initial, hors commission de souscription, majoré d'un coupon qui progresse de 12,5 % par trimestre échu à compter du 6 mai 2006 et ce jusqu'à la date de constatation où l'on observe qu'une action du panier a enregistré une baisse d'au moins 40 % ou ;
 - 100 % de son investissement initial, hors commission de souscription, multiplié par un pourcentage compris entre 60 % et 95 % de l'évolution du Panier calculée à l'échéance.

Le tableau ci-après détaille les coupons et les pourcentages qui pourront être retenus pour le calcul des deux montants possibles de remboursement et précise chacune des dates auxquelles sera vérifié si une des actions du Panier enregistre une baisse d'au moins 40 %.

Dates de constatation de fin de trimestre	Coupons	Pourcentages coupons
Le 6 mai 2006	0 %	60 %
Le 6 août 2006	12,5 %	65 %
Le 6 novembre 2006	25 %	70 %
Le 6 février 2007	37,5 %	75 %
Le 6 mai 2007	50 %	80 %
Le 6 août 2007	62,5 %	85 %
Le 6 novembre 2007	75 %	90 %
Le 6 février 2008	87,5 %	95 %

Le niveau de coupon et le pourcentage, retenus pour le calcul des deux montants possibles de remboursement, **seront fixés de manière définitive** selon le tableau ci-dessus, **dès qu'une action du Panier aura enregistré une baisse d'au moins 40 %** à l'une des dates de constatation.

➤ Définition

L'évolution du Panier calculée à l'échéance du Fonds et retenue pour le calcul final du montant du remboursement, s'obtient en faisant la moyenne des huit évolutions du Panier calculées à chaque date de constatation.

En effet, à chaque fin de trimestre et pour chaque action du Panier, on calcule le rapport entre le cours de clôture relevé aux dates de constatation et le cours de clôture le 7 février 2002. La moyenne de ces 12 rapports permet de déterminer, pour chacun des trimestres, une évolution du Panier.

Une annexe, jointe à la notice, détaille le calcul des évolutions du Panier pour les deux premiers trimestres ainsi que pour le dernier. De plus un exemple chiffré est mis à la disposition des porteurs de parts dans les locaux de la société de gestion.

3.8.2 AUTRES ENGAGEMENTS RECUS ET/OU DONNES :

NEANT

3.9 AUTRES INFORMATIONS

3.9.1 VALEURS BOURSIERES DES TITRES FAISANT L'OBJET D'UNE ACQUISITION TEMPORAIRE

	23/03/2006
Titres acquis à réméré	0,00
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2 VALEURS BOURSIERES DES TITRES CONSTITUTIFS DE DEPOTS DE GARANTIE.

	23/03/2006
Titres donnés en garantie et maintenus en portefeuille	0,00
Titres reçus en garantie et non inscrits dans le portefeuille	0,00

3.9.3 INSTRUMENTS FINANCIERS DU GROUPE DETENUS EN PORTEFEUILLE

	23/03/2006
Actions	0,00
Obligations	0,00
TCN	0,00
OPCVM	3 721 833,19
Total des titres du groupe	3 721 833,19
Instruments financiers à terme	724 568 550,00

3.10 TABLEAU D'AFFECTION DU RESULTAT

3.10.1 ACOMPTES VERSES AU TITRE DE L'EXERCICE

	Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédits d'impôt unitaire
Total acomptes		0	0	0	0

3.10.2 TABLEAU D'AFFECTION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

	23/03/2006	28/03/2005
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	4 142 372,29	1 158 952,80
Total	4 142 372,29	1 158 952,80
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	4 142 372,29	1 158 952,80
Total	4 142 372,29	1 158 952,80
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	0,00	0,00
Distribution unitaire	0,00	0,00
Crédits d'impôt		
Montant global des crédits d'impôt	0,00	0,00
Provenant de l'exercice	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-1	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-2	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-3	0,00	0,00
Provenant de l'exercice N-4	0,00	0,00

**3.11 TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'ENTITE
AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

	31/03/2003	31/03/2004	28/03/2005	23/03/2006
ACTIF NET				
en EUR	735 434 944,20	809 336 367,53	863 914 136,06	776 697 738,21
Nombre de titres				
Part C	5 316 464,950	5 172 923,214	5 068 465,912	4 830 460,590
Valeur liquidative unitaire				
Part C EUR	138,33	156,45	170,44	160,79
Distribution unitaire	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédit d'impôt	0,00	0,00	0,00	0,00
Capitalisation unitaire	-0,04	0,30	0,22	0,86

3.12 INVENTAIRE

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
TOTAL 0 - ACTIONS & VALEURS ASSIMILEES			848 244 427,42	109,21
TOTAL Actions & valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			848 244 427,42	109,21
TOTAL BELGIQUE			10 519 104,86	1,35
DEXIA NV	EUR	492 929	10 519 104,86	1,35
TOTAL FRANCE			804 467 694,06	103,58
CREDIT AGRICOLE	EUR	655 898	21 014 971,92	2,71
AIR LIQUIDE PRIME DE FIDELITE	EUR	89 455	15 314 696,00	1,97
LAFARGE PRIME DE FIDELITE	EUR	141 237	12 753 701,10	1,64
AIR LIQUIDE SA	EUR	17 298	2 961 417,60	0,38
CARREFOUR SA	EUR	583 252	25 097 333,56	3,23
TOTAL	EUR	523 450	111 233 125,00	14,33
OREAL (L')	EUR	288 572	21 498 614,00	2,77
ACCOR SA	EUR	201 220	9 805 450,60	1,26
BOUYGUES SA	EUR	261 886	11 522 984,00	1,48
SUEZ SA (EX LYONNAISE DES EAUX)	EUR	1 175 430	40 904 964,00	5,27
LAFARGE SA	EUR	30 074	2 715 682,20	0,35
SANOFI-AVENTIS SA	EUR	1 053 878	83 045 586,40	10,69
AXA SA	EUR	1 548 608	45 064 492,80	5,80
GROUPE DANONE SA	EUR	257 217	25 335 874,50	3,26
PERNOD RICARD SA	EUR	86 625	13 513 500,00	1,74
L.V.M.H MOET HENNESSY LOUIS VUITTON SA	EUR	262 308	21 299 409,60	2,74
MICHELIN CAT.B	EUR	139 579	7 272 065,90	0,94
THALES SA	EUR	92 039	3 311 563,22	0,43
PINAULT PRINTEMPS REDOUTE SA	EUR	5 277	525 853,05	0,07
PEUGEOT S.A. (GROUPE PSA)	EUR	159 870	8 265 279,00	1,06
ESSILOR INTERNATIONAL SA	EUR	100 465	7 494 689,00	0,96
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	220 189	19 090 386,30	2,46
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	357 270	16 048 568,40	2,07
SAINT-GOBAIN SA	EUR	336 086	19 442 575,10	2,50
CAP GEMINI SA	EUR	121 683	5 250 621,45	0,68
VINCI SA	EUR	192 907	15 876 246,10	2,04
AGF SA	EUR	83 317	7 848 461,40	1,01
VIVENDI UNIVERSAL SA	EUR	1 122 839	32 753 213,63	4,22
ALCATEL SA	EUR	1 390 208	17 544 424,96	2,26
LAGARDERE GROUPE SA	EUR	131 504	8 547 760,00	1,10
PUBLICIS GROUPE SA	EUR	153 499	4 984 112,53	0,64
SOCIETE GENERALE SA	EUR	422 010	52 540 245,00	6,76
BNP PARIBAS SA	EUR	777 110	59 332 348,50	7,64
RENAULT SA	EUR	194 158	16 406 351,00	2,11
FRANCE TELECOM SA	EUR	1 772 275	34 470 748,75	4,44
THOMSON EX TMM	EUR	266 049	4 078 531,17	0,53
GAZ DE France	EUR	1 548	47 802,24	0,01
EDF	EUR	6 066	254 044,08	0,03
TOTAL LUXEMBOURG			18 814 215,60	2,42

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
ARCELOR SA	EUR	591 642	18 814 215,60	2,42
TOTAL PAYS-BAS			14 443 412,90	1,86
STMICROELECTRONICS N.V.	EUR	618 688	9 156 582,40	1,18
E.A.D.S	EUR	154 135	5 286 830,50	0,68
TOTAL III- TITRES D'OPC			4 739 433,19	0,61
TOTAL OPCVM français à vocation générale			3 721 833,19	0,48
TOTAL FRANCE			3 721 833,19	0,48
ECUREUIL EXPANSION FCP	EUR	56	918 453,76	0,12
ECUREUIL MON C TERME	EUR	17 773	2 702 562,38	0,35
RESERVE ECUREUIL FCP 3 DEC	EUR	667	100 817,05	0,01
TOTAL Autres OPC non cotés (dont FCC)			1 017 600,00	0,13
TOTAL LUXEMBOURG			1 017 600,00	0,13
EURO CASH FUND	EUR	2 000	1 017 600,00	0,13
TOTAL Opérations contractuelles			29 657 199,27	3,82
TOTAL Opérations contractuelles à la vente			29 657 199,27	3,82
TOTAL Prêt de titres			29 657 199,27	3,82
TOTAL BELGIQUE			2 134 000,00	0,27
DEXIA NV	EUR	100 000	2 134 000,00	0,27
TOTAL FRANCE			23 233 250,00	3,00
PINAULT PRINTEMPS REDOUTE SA	EUR	65 000	6 477 250,00	0,83
GAZ DE FRANCE	EUR	190 000	5 867 200,00	0,76
EDF	EUR	260 000	10 888 800,00	1,41
TOTAL PAYS-BAS			4 287 500,00	0,55
E.A.D.S	EUR	125 000	4 287 500,00	0,55
DETTES SUR Titres prêtés			0,00	0,00
INDEMNITES SUR Titres prêtés			2 449,27	0,00
ENGAGEMENT DE GRE A GRE		724 568 550,00	-108 367 051,99	-13,95
SWAP DE GARANTIE	EUR	724 568 550,00	-108 367 051,99	-13,95

INVENTAIRE RESUME

	Valeur EUR	% Actif Net
PORTEFEUILLE	882 641 059,88	113,64
ACTIONS ET VALEURS ASSIMILEES	848 244 427,42	109,21
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILEES	0,00	0,00
TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES	0,00	0,00
TITRES OPCVM	4 739 433,19	0,61
OPTIONS	0,00	0,00
AUTRES VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES	29 657 199,27	3,82
OPERATIONS CONTRACTUELLES A L'ACHAT	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES A LA VENTE	29 657 199,27	3,82
CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
OPERATEURS DEBITEURS ET AUTRES CREANCES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)	0,00	0,00
OPERATEURS CREDITEURS ET AUTRES DETTES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)	-109 947 286,36	-14,16
BANQUES, ORGANISMES ET ETS. FINANCIERS	4 003 964,69	0,52
DISPONIBILITES	4 003 964,69	0,52
DEPOTS A TERME	0,00	0,00
EMPRUNTS	0,00	0,00
AUTRES DISPONIBILITES	0,00	0,00
ACHATS A TERME DE DEVISES	0,00	0,00
VENTES A TERME DE DEVISES	0,00	0,00
ACTIF NET	776 697 738,21	100,00

rapport général du commissaire aux comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration de la société de gestion du Fonds, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 23 mars 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels du FCP Doubl'Ô Monde 2, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de la société de gestion du Fonds. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. S'agissant d'un OPCVM, il ne porte pas sur les bases de données fournies par des tiers indépendants pour l'élaboration des tableaux d'exposition aux risques et l'état de hors bilan inclus dans les comptes annuels. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM à la fin de cet exercice.

2- Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, 1^{er} alinéa du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, les appréciations auxquelles nous avons procédé, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

Ces appréciations s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

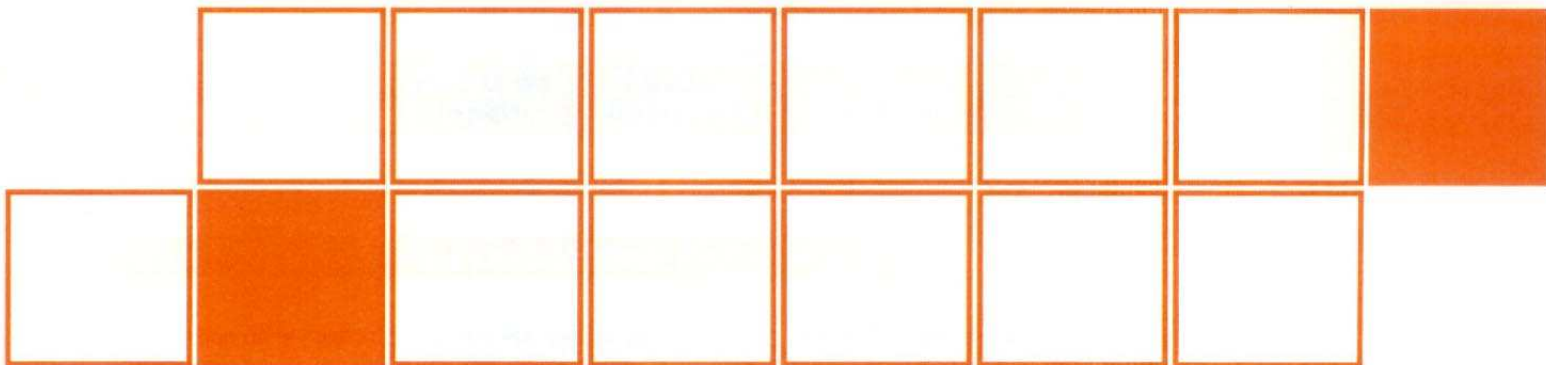
3- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel et dans les documents adressés aux porteurs de parts sur la situation financière et les comptes annuels.

Levallois-Perret, le 17 mai 2006

Le Commissaire aux comptes
Pierre-Henri Scacchi et Associés
Pierre-Henri Scacchi et Olivier Galienne



INFORMATIONS EN DIRECT
24H/24

**OPCVM
EN LIGNE**
au 0 892 680 900

 (0,34 € TTC/min)

@ www.caisse-epargne.fr

Les OPCVM sont gérés par
Ecureuil Gestion FCP
filiale du Groupe Caisse d'Épargne
11-15, rue Saint-Georges 75009 Paris
Dépositaire : IXIS Investor Services

Ecureuil Gestion FCP
N° d'agrément : GP 04 014

Directeur de la publication : Erik Pointillart
Édition : Pôle Publications Réglementaires

Source des performances : EUROPERFORMANCE